

C.N.T.



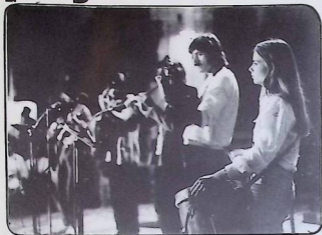
UNIDAD, SOLIDARIDAD Y LUCHA
UNITÉ, SOLIDARITÉ ET LUTTE
UNITY, SOLIDARITY AND STRUGGLE

2

URUGUAY



pays-bas



belgique



un autre
aspect du
13 et 14...



italie.



italie



france

la lutte à l'intérieur et à l'extérieur du pays sape les plans de la dictature.

La septième année de la dictature vient de se terminer. Nous entamons la huitième année de résistance ininterrompue, amorcée le 27 juin 1973 par notre classe ouvrière lorsqu'elle a creusé, par la grève générale et l'occupation de tous les lieux de travail, le fossé qui sépare définitivement les positions du peuple de celles de la dictature, qui a usurpé tous les pouvoirs d'Etat.

Depuis que nous consacrons tous nos efforts à la résistance et à l'organisation des nouvelles formes de lutte pour renverser la dictature, reconquérir les libertés et la démocratie pour notre peuple, ce fossé n'a jamais pu être franchi par la réaction. Le traître, instrument favori du gouvernement, n'a pas servi à nous détruire ni moins encore à créer la moindre base de soutien nécessaire au régime pour se maintenir.

La huitième année d'affrontement de la dictature nous ne la mesurons plus par la somme des faits positifs et héroïques, mais par leur consolidation et leur contenu nouveau qui déterminent une étape nouvelle, qualitativement supérieure.

Les événements du 1er. Mai dirigés par la C.N.T. et ses syndicats dans le pays montrent que la classe travailleuse consolidée se trouve à l'avant-garde de la lutte. Les journées de solidarité internationale des 13 et 14 juin, organisées par le Comité de coordination de la C.N.T. à l'étranger, «Pour l'amnistie» contre le plan politique dit «Cronograma», confirment que la classe ouvrière mondiale est le principal pilier de la lutte à l'intérieur du pays.

La dictature joue toutes ses cartes pour l'application du plan d'institutionnalisation du régime fasciste, «Cronograma».

A son avis, c'est l'objectif suprême qui lui assure l'avenir. Cependant depuis la grève générale, il n'y a jamais eu de la part de notre peuple une résistance aussi intense qui comprenant tous les secteurs démocratiques, débouche de façons les plus diverses sur l'activité contre le régime tout en faisant échouer ses desseins de stabilisation.

Nous référant uniquement au plan syndical, le bilan de ces sept années d'efforts de la dictature pour diviser les travailleurs et constituer des organisations dociles qui lui donneraient la sécurité pour l'application de sa politique de famine accuse un échec retentissant.

Quand elle ont besoin de faire approuver son projet de Loi du travail liberticide, point important de son «Cronograma», elle ne reçoit l'accord d'aucune organisation syndicale du pays ni de l'OIT. Au contraire, dans le courant du mois du 7ème. anniversaire de la glorieuse grève générale, en juin 1980, l'unique représentation syndicale de l'Uruguay présente et admise à l'Assemblée annuelle de l'OIT était la C.N.T.

La dictature aurait voulu mettre en discussion «ses» règles constitutionnelles, le plébiscite de novembre et la loi du travail approuvée devenant un atout dans ses mains. Cependant, battue par l'absence de tout appui, aussi infime fut-il, elle est obligée de manoeuvrer pour reporter jusqu'en janvier 1981 la présence de l'enquêteur désigné par l'OIT qui n'est pas «invité» gracieusement par le gouvernement comme l'affirme le Ministre Maesso, mais envoyé par cet organisme international à la suite du non accomplissement réitéré par la dictature de ses engagements à respecter les Conventions Internationales Nos. 87 et 98.

Ainsi donc, battue dans la confrontation partielle dans le domaine du travail, la dictature pour appliquer son «Cronograma» est amenée à un affrontement global, celui des travailleurs, des forces politiques, sociales et religieuses,

des universitaires, des juristes, des constitutionnalistes et des historiens, des enseignants et des étudiants, bref de tous les secteurs de notre peuple. Il est certain que l'hétérogénéité et même la décomposition des rangs militaires ne lui offre pas non plus de grandes garanties et il ne lui reste, comme lorsqu'elle s'est installée au pouvoir il y a 7 ans, que le soutien de l'oligarchie et des sociétés multinationales, c'est-à-dire des mêmes forces que celles qui les l'ont mise en place, il y a sept ans, mais elle entre dans la huitième année avec moins d'espoir que jamais de se maintenir au pouvoir.

Dans le cadre d'une Amérique Latine qui accuse l'impérialisme de vouloir arrêter le progrès de la liberté avec ses méthodes de répression et ses coups d'Etat, notre Uruguay se présente nettement comme un peuple qui ne cesse de progresser dans l'organisation de son unité et la convergence des actions d'affrontement de la dictature. Les dommages causés par le régime fasciste dans notre pays n'ont pas réussi à vaincre notre classe ouvrière et moins encore à arrêter le processus de son progrès.

Pour cela, si nous résumons ces journées du 1er. Mai dans notre pays, du 13 et 14 juin et la semaine du 27 juin à l'étranger, l'analyse des immenses forces mises en mouvement aux niveaux supérieurs d'efficacité, de fermeté et de continuité nous engage à les soutenir.

La nouvelle journée internationale sur le plan mondial, proclamée par le Comité de Coordination de la C.N.T. à l'étranger «En faveur des dirigeants syndicaux d'Uruguay disparus» et tous les patriotes disparus pour le 31 octobre, mois du 14ème. anniversaire de la fondation de notre Centrale, prenant comme cadre la lutte pour l'amnistie et



contre le «Cronograma» des militaires fascistes atteindra, nous en sommes sûrs, un niveau plus ample et plus élevé, nous rapprochant du jour de la défaite de la dictature.

Les protestations contre le projet de Loi du travail devront décider le délégué de l'OIT à réclamer des mesures plus énergiques de la part de l'organisme international.

Enfin, les actions continues que nous déployons sur tous les continents devront être intensifiées pour que les prisonniers puissent continuer à être attachés à leur sort, pour arrêter la torture et retenir le bras de l'assassin qui menace de massacrer les détenus de la prison de «Libertad».

Au niveau élevé atteint par le processus de lutte et ses perspectives, à sa nouvelle réunion d'octobre en Italie, le Comité de Coordination de la C.N.T. à l'étranger, recueillant le sentiment de nos camarades à l'intérieur du pays saura remplir son mandat en dressant un bilan correct de son activité et en se lançant vers des étapes nouvelles sur le plan de la solidarité internationale.

CNT**UNITE — SOLIDARITE
ET LUTTE**PUBLICATION TRIMESTRIELLE A L'EXTERIEUR DE LA
CONVENTION NATIONALE DES TRAVAILLEURS DE L'URUGUAY

2

- organisme coordinateur -**sommaire n° 2 année 1980**

- | | |
|---|---------|
| — La lutte à l'intérieur et à l'extérieur affaiblit les plans de la dictature | pag. 3 |
| — Activités de la C.N.T. | pag. 5 |
| — Norvège | pag. 5 |
| — 65 ^e Conférence annuelle du groupe des travailleurs de l'O.I.T. | pag. 6 |
| — Intervention du délégué de la C.N.T. de l'Uruguay | |
| — Une délégation italienne visite l'Uruguay | pag. 7 |
| — F.E.U.U. | pag. 7 |
| — La journée héroïque du Premier Mai passé | pag. 8 |
| — La presse clandestine | pag. 9 |
| — Immense démonstration mondiale contre la dictature | pag. 10 |
| — Expropriation brutale des travailleurs et du peuple sous le fascisme | pag. 16 |
| — Espagne | pag. 17 |
| — La Bolivie, notre condamnation la plus énergique | pag. 18 |
| — Conférence syndicale internationale sur le développement. Intervention du représentant de la C.N.T. | pag. 18 |
| — De multiples expressions de solidarité se sont déroulées le 27 juin dernier | pag. 20 |
| — Où sont-ils ? | pag. 23 |

Notre couverture :

Tente de 75 m² installée à la Place Spui, au centre d'Amsterdam, lieu où s'est déroulée la greve de la faim.

Du 22 au 25 avril s'est tenue à Belgrade, Yougoslavie, la Conférence Syndicale Mondiale sur le développement. Elle était présidée par le camarade Mika Spiljak, président du Conseil de la Confédération des syndicats de Yougoslavie. Plus de cent délégations y ont assisté venues de tous les continents.

Les organisations syndicales régionales et mondiales y étaient présentes ainsi que les Nations Unies, l'OIT, l'UNESCO, l'UNCTAD, la FAO et l'UNIDO. Notre Centrale y était représentée par les membres du Comité de Coordination Extérieure, les camarades Ernesto Goggi et Daniel Baldassarri. Voir page 18.

A l'occasion de la fête internationale des travailleurs, le 1er. Mai, notre Centrale a pris part aux manifestations organisées par les centrales syndicales de différentes parties du monde. Sous le drapeau de la C.N.T., les Uruguayens ont défilé au Venezuela en portant de grandes pancartes. Alors qu'ils passaient devant la présidence de la direction des quatre centrales qui ont organisé la manifestation, l'orateur a dit, entre autres: «Inclinons un instant nos drapeaux devant la glorieuse Convention Nationale des Travailleurs d'Uruguay qui, dans la clandestinité, lutte contre la dictature latino-américaine la plus barbare...».

En Espagne, en France, en Suède, en Belgique (Bruxelles et Liège), les Uruguayens ont manifesté sous le drapeau de la C.N.T., portant les mots d'ordre: «Amnistie oui, Cronograma non», «Unité oui, armes pour la dictature non».

En Italie, les représentants de la C.N.T. ont pris la parole à cinq grands meetings. A de nombreuses manifestations ouvrières on a adopté des messages de salutation pour notre centrale, en soutien des travailleurs uruguayens en lutte contre le fascisme demandant l'amnistie et saluant les prisonniers et leurs parents. Des dirigeants syndicaux de diverses centrales nous ont également fait parvenir leurs salutations, entre autres, celles d'Equateur, CEDOC, CTE, CEOSL.

A la manifestation du 1er. Mai à Mexico en plus des pancartes portées par nos compatriotes, les membres du Congrès du Travail, de la Confédération des Travailleurs du Mexique, C.T.M., de la Confédération Révolutionnaire



des activités de la c. n. t.

des Ouvriers et des Paysans, CROC, des enseignants, des téléphonistes et des électriciens portaient des banderoles demandant la liberté pour les prisonniers syndicaux d'Uruguay.

Si les expressions de solidarité du mouvement ouvrier international avec notre centrale et les travailleurs de notre pays étaient si grandes au cours de la journée du 1er Mai, la réaction produite dans le monde entier face à l'assassinat de l'ouvrier uruguayen Jorge Reyes Marques, n'a pas été moindre, assassinat commis ce même 1er Mai par les forces de la dictature qui en Uruguay répriment la protestation justifiée des travailleurs uruguayens pour le transfert de la fête du travail au 5 mai. A Rome, les trois grandes centrales italiennes et les maires des principales villes, dont Rome, ont envoyé des télégrammes à l'Ambassade d'Uruguay et aux autorités de Montevideo, en protestation contre la répression déchaînée le 1er Mai et la mort de Reyes. La presse italienne en général a apporté d'amples informations au sujet des initiatives qui se sont déroulées le 1er Mai en Uruguay et de la répression. A Caracas, Venezuela, les quotidiens «Diario de Caracas» et «Nacional» ont traité des événements survenus le 1er

Mai dans notre pays. Le «Nacional» a publié un reportage sur le camarade Sixto Amaro, membre du Comité de Coordination Extérieur de la C.N.T., et représentant au Venezuela.

Les Commissions ouvrières et l'UGT d'Espagne, la COB (Centrale Ouvrière Bolivienne), l'UGT espagnole aux Pays-Bas, le Parti du Travail des Pays-Bas, la CSC et la FGTB de Belgique, la LO de Suède, ont également adressé des protestations aux autorités d'Uruguay et sont du nombre des organisations qui ont rapidement réagi devant ce nouveau crime ignoble.

A la fin du mois d'avril, le camarade Felix Diaz, Coordinateur de la C.N.T. à l'étranger a été reçu par le secrétaire aux relations internationales de la centrale ouvrière norvégienne (LO) lors d'une brève escale à Oslo; il fa salué au nom des travailleurs uruguayens à l'occasion du 1er Mai.

Au Pérou, la Fédération ouvrière de la métallurgie s'est adressée à l'Ambassade d'Uruguay pour exiger la libération de Rosario Pietrarroia.

Invitée par le Conseil Central des Syndicats de Hongrie, notre Centrale a été représentée par un délégué à la célébration du 1er Mai.

Les 25 et 26 mai s'est réuni à Genève le Comité de Liberté syndi-

cale de l'OIT, Daniel Baldassari, membre du Comité de Coordination Extérieur de la C.N.T. a eu une série d'entrevues avec les membres de ce comité; dont le président du Groupe des Travailleurs, le dirigeant syndical du Canada, Joseph Morris.

Le 3 juin commençait la 66ème Conférence annuelle de l'OIT et notre Centrale y a été représentée par le camarade Roberto Olmos qui a pris la parole à la session du Groupe des Travailleurs, le 6 juin.

L'unanimité des délégués syndicaux du monde entier, ayant été encouragée de la présidence du Groupe par le camarade Joseph Morris, ils ont décidé par acclamation d'inviter la C.N.T. à participer aux débats de la Conférence. Les paroles prononcées par notre représentant ont été chaleureusement applaudies.

A cette occasion, la dictature n'avait pas osé envoyer un soldat «représentant ouvrier» voir page 6.

Depuis le 11 juin, le camarade Felix Diaz se trouvait à Barcelonne, Espagne, où il a eu des entretiens avec les dirigeants des Centrales Ouvrières de Catalogne, avec l'UCD ainsi qu'avec de nombreux représentants de toute la presse catalane.

PRINFTABEVEGELSE



Internasjonal fagbevegelse går til aksjon mot Uruguay-regimet

— Vi tror på vår kamp. Før eller siden vil demokratiet gjenopføres i Uruguay. Vårt mål er et fritt folk i et fritt land. Men vi trenger all den støtte vi kan få. Alle krefter — innelands som utenlands — må samles i kampen mot diktatorregimet. Diplomatisk forbindelse med Uruguay må oppheves, den frie verden må øve et vedvarende press mot regjeringen, slik at alle

politiske og faglige fanger slippes fritt og at alle de ferskne sommar til netta. Vi opppre er å informere om verdandem om temoren og alle overgrepane mot det uruguayenske folket. Vi er glad for alle sympati som blir oss til del, men vi trenger mer enn det — vi trenger aktiv støtte til vår frigjøringskamp. Først da vil vi bli i stand til å gå sakrande ut av kampen.

Såre regjering skal stå an. Utvalget for a «Internasjonal fagbevegelse» er i ferd av å sende ut en erklæring som vil bli uttrykket i alle verdens pressen. Denne pressen skal bli uttrykket i alle verdens pressen.

All verdens fagbevegelse skal stå an. Utvalget for a «Internasjonal fagbevegelse» er i ferd av å sende ut en erklæring som vil bli uttrykket i alle verdens pressen. Denne pressen skal bli uttrykket i alle verdens pressen.

Denne bevegelse som har blitt kalt «Internasjonal fagbevegelse» (C.N.T.) er i ferd av å sende ut en erklæring som vil bli uttrykket i alle verdens pressen. Denne pressen skal bli uttrykket i alle verdens pressen.

Denne bevegelse som har blitt kalt «Internasjonal fagbevegelse» (C.N.T.) er i ferd av å sende ut en erklæring som vil bli uttrykket i alle verdens pressen. Denne pressen skal bli uttrykket i alle verdens pressen.

norvège *

Article paru à la première page du périodique de la L.O. (Centrale Ouvrière) de Norvège. La photo montre le dirigeant de la L.O. Ludvick Carisen, avec les membres de la délégation de la coordinatrice extérieure de la C.N.T. qui au mois de Février ont visité ce pays.

Le titre de l'article dit «le mouvement syndical international va à l'action contre le régime d'Uruguay».

La déclaration du dirigeant syndical Norvégien, qui accompagnait la délégation pendant la gestion réalisée par celle-ci en Norvège dit Que le mouvement ouvrier Nordique prendra des initiatives pour obtenir une action plus effective en appui de la lutte du peuple et des travailleurs Uruguayens.

66 conférence annuelle du groupe des travailleurs de l'o.i.t.

intervention du délégué de la c.n.t. d'uruguay, roberto olmos

Je vous remercie, camarade président, ainsi que les camarades délégués pour m'avoir donné la possibilité d'intervenir à la présente session du Groupe des Travailleurs au nom de la Convention Nationale des Travailleurs d'Uruguay.

Dans quelques jours, le Dr. Philippe Cahier, se rendra en Uruguay, désigné pour la troisième fois par le Directeur général afin d'analyser sur place, le rapport entre la lettre et l'application des conventions internationales ratifiées par les autorités de mon pays.

Les travailleurs uruguayens font tout ce qui est en leur pouvoir pour que ses conclusions soient élaborées en toute connaissance de cause et basées sur une information correcte. De même, nous pensons que la tâche du Dr. Cahier sera hautement positive, dans la mesure où le mouvement syndical lui fera connaître que là, en Uruguay, se situe en ce moment, en cette année 1980 une expérience qui attente aux conquêtes acquises au cours de nombreuses années par les travailleurs de tous les pays, conquêtes ancrées dans les Conventions Nos. 87 et 98. Le gouvernement d'Uruguay après avoir manœuvré pendant sept ans est en train de réaliser sa première tentative, celle de convertir en loi la suppression des garanties ancrées dans les Conventions 87 et 98.

En effet, l'actuel projet de loi du travail ne signifie pas autre chose; les porte-parole de la dictature affirment qu'il entrera en vigueur en même temps que la nouvelle Constitution qu'on voudrait faire approuver par plébiscite en novembre prochain, afin, d'institutionnaliser le régime fasciste et présenter une meilleure image de celui-ci à l'opinion mondiale. Il faut dire que ce projet de loi du travail se situe par ses fondements et son texte dans le cadre de la nouvelle Constitution qui est la plus régressive que l'Uruguay aurait jamais eue dans

toute son histoire.

Jusqu'ici, les interventions de l'OIT par l'intermédiaire des résolutions de son Comité de liberté syndicale et son Conseil d'administration ont été couronnées de succès dans le cas de l'Uruguay à condition d'être accompagnées de l'intervention et de la lutte résolue des travailleurs dans notre patrie même. Les plaintes ont été dûment examinées et la solidarité manifestée de façon conséquente à la C.N.T., par le Groupe des Travailleurs; la solidarité de tous les courants syndicaux au niveau mondial, y compris la FSM, la CISL et la CMT ainsi qu'au niveau de chaque pays a servi d'immense stimulant et a aidé à sauver des vies aussi bien qu'à alléger le sort des prisonniers. Dans certains cas, aussi pour libérer certains prisonniers.

Cependant, on ne peut oublier que par l'ampleur de l'éventail de la répression en Uruguay l'existence de la torture et de victimes enfermées dans les prisons, notre cas continue d'être tristement célèbre, 24 secrétaires généraux et présidents de fédérations et syndicats nationaux se trouvent en prison parmi les trois mille prisonniers syndicaux et politiques, dont des centaines de femmes. Le secrétaire général de la C.N.T., Gerardo Cuesta, en prison; le secrétaire aux relations internationales de la C.N.T., Iguini Ferreira, en prison; deux secrétaires de la C.N.T., Duarte et Mendez, disparus en Argentine, probablement assassinés; d'autres dirigeants et des milliers d'activistes se trouvent en exil; le vice-président de la C.N.T., Turianski, en prison et nous le citons en dernier parce qu'il y a une semaine nous avons été informés qu'il avait transféré au premier étage du pénitencier appelé «Libertad», connu pour la férocité des méthodes de répression psychologique employées. Il a quelques jours elles ont poussé au suicide dans cette même prison, le

président de l'Association des Journalistes d'Uruguay, son compagnon de cellule qui avait réussi à lui sauver la vie a été condamné à 60 jours d'isolement rigoureux.

En décembre dernier, une campagne mondiale a arrêté le bras assassin qui voulait liquider tous les détenus du second étage de ce camp de concentration. A présent, nous faisons de nouveaux efforts désespérés pour sauver la vie de trente détenus menacés d'être assassinés suite à une nouvelle provocation orchestrée après le départ d'Uruguay de la mission de la Croix-Rouge Internationale qui avait rendu visite aux prisonniers.

Tout cela est également lié à la haine éveillée chez la dictature par l'attitude des travailleurs qui le 1er Mai avaient organisé des actions pour commémorer cette date internationale malgré la décision du gouvernement de la rayer du calendrier. A cette occasion, des centaines d'arrestations ont été accompagnées d'agressions à main armée contre les travailleurs, faisant plusieurs blessés et un mort, un ouvrier de la métallurgie abattu par les soldats.

Jusqu'ici l'OIT a basé ses espoirs sur une nouvelle loi qui modifierait cette situation. Elle a également témoigné de sa préoccupation pour l'état et le traitement de nos camarades en prison ainsi que les procès qui leur sont intentés.

La persistance que la dictature met à faire fi de la protestation internationale et la publicité qui finalement a été donnée à ses projets de lois futures démontrent cependant que cette orientation ne suffit plus;

Il est impérieux que l'OIT ajuste ses positions à ces réalités. Aux solutions que l'OIT a cherchées au cours de ces années, la dictature répond par une loi visant à consolider la répression et légaliser la dérogation des Conventions Nos. 87 et 98.

Nous voulons que M. Cahier et l'OIT étudient les mesures qui permettraient de maintenir en vigueur les conventions et feraient échouer les desseins de la dictature de rendre cet organisme international complice sous prétexte de retirer de son ordre du jour le thème qui lui fait perdre tant de prestige aux yeux de l'opinion publique mondiale. L'OIT et son représentant vérifieront à nouveau la situation dont souffre l'Uruguay, ils vérifieront que la suppression des droits se maintient, ils devront en exiger le rétablissement sans délais ni tergiversations et exprimer avec clarté et fermeté leur condamnation de cette situation qui se poursuit depuis tant d'années. Une fois terminée l'intervention de M. Cahier, et à moins que des changements radicaux n'interviennent, il sera indispensable d'adopter sans tarder les mesures les plus énergiques et les plus résolues qui soient.

Les travailleurs ne sont pas les seuls à porter une telle opinion sur cette loi du travail. Toutes les forces démocratiques du pays se prononcent dans le même sens.

Diverses délégations de travailleurs qui se sont rendues en Uruguay, comme celle de la Fédération Unitaire d'Italie, récemment ou les délégués de la CISL, il y a également peu de temps, ont confirmé une fois de plus les plaintes que nous avons formulées ici même à diverses reprises.

Il ne sort pas du cadre de la solidarité que nous recevons ici que la dictature n'ait trouvé personne à envoyer comme représentant syndical à la présente session de l'OIT pour affronter la violence du refus de défendre la répression et le projet de loi du travail.

Pour cela, nous demandons qu'une solidarité plus attentive et plus profonde soit manifestée à nos prisonniers, à notre mouvement syndical et démocratique en Uruguay. Dans le cadre d'une Amérique Latine qui renaît, lentement, mais sûrement, des régimes de dictature fasciste implantés par l'impérialisme, nous demandons une large amnistie générale que nous appuierons les 13 et 14 juin par une grève de la faim de portée internationale.

Nous proclamons notre droit à l'effort pour renverser la dictature, pour reconquérir la liberté et la démocratie pour notre peuple.

Je vous remercie.

une délégation italienne visite l'Uruguay

Dans le cadre d'une tournée en Amérique Latine, une délégation de la Fédération Syndicale Unitaire d'Italie, composée de Marco Galamani de la CGIL et de Luis Cal de la CISL a séjourné en Uruguay du 4 au 6 mai. De retour à Rome, les syndicalistes italiens ont fait des déclarations à la presse. Ils ont affirmé, entre autres, que «Le coup d'Etat de 1973 a donné lieu à une des dictatures les plus brutales du «Cono Sur»».

La dictature a procédé à «réparation» des institutions, au fichage des personnes et à la classification au moyen d'ordinateurs en trois catégories: a) CITOYENS PURS; b) CITOYENS CONTAMINÉS, ne pouvant être responsables d'autres personnes ni faire carrière dans une quelconque profession ou organisme d'Etat; c) CITOYENS DANGEREUX, ne pouvant exercer aucun emploi public.

La dictature a pratiqué une politique répressive sans bornes. Suivant l'appréciation des délégués, il reste quelque 4.000 prisonniers politiques après que des dizaines de milliers de citoyens aient passé dans les prisons et tout cela pour permettre des revenus faciles et avantageux aux multinationales, aux grands banquiers et aux compagnies financières qui ont converti l'Uruguay, toujours d'après la délégation, en «un paradis fiscal», en «une Suisse latino-américaine pour ce qui est de l'économie spéculative et non productive».

En ce qui concerne la fête du 1er Mai, ont-ils déclaré, elle était «interdite» et «empêchée de facto» par la répression et par un décret qui «la transférait» au 5 mai, sans se rendre compte que le 5 mai était la date de la naissance de Karl Marx. Ils ont dénoncé le fait que ceux qui le 1er mai ne s'étaient pas présentés à l'école ou au travail ou bien ceux qui sont venus travailler le 5 mai ont été fichés dans la catégorie des «CITOYENS DANGEREUX» ou celle des «CITOYENS CONTAMINÉS». Ils ont ajouté que dans ce «climat» se sont déroulés des actes de répression qui se sont soldés par l'assassinat de Reyes, des blessés et des nombreuses arrestations. Ils ont terminé en disant qu'il était nécessaire d'intensifier la solidarité des forces démocratiques du monde avec l'Uruguay, solidarité fort bien ressentie à l'intérieur du pays, ont-ils dit.



La Fédération des étudiants universitaires d'Uruguay, FEUU, nous a fait parvenir l'appel qu'elle a publié pour que tous les étudiants uruguayens vivant en exil accordent leur soutien aux Journées mondiales de dénonciation et de protestation que la C.N.T. a organisées les 13 et 14 juin dernier.

De même, d'autres organisations et personnalités uruguayennes nous ont fait part de leur adhésion et appui. Nous remercions, entre autres, celle du Front Elargi par l'intermédiaire de son secrétaire exécutif, le Dr. Hugo Villar; celles de la Convergence Démocratique d'Uruguay, CDU, du Parti National, du Parti Communiste, du Parti Socialiste, des GAU, des Comités de solidarité avec l'Uruguay établis dans divers pays.

Nous exprimons nos remerciements aux camarades de ces organisations qui nous ont témoigné leur appui. Dans la lutte commune contre la dictature fasciste il est indispensable que toutes les forces de l'opposition convergent d'autant plus que nous sommes tous d'accord au sujet de la nécessité impérieuse de mettre un terme à la tyrannie.

la journée heroique du premier mai passé

Depuis la mi-avril, le thème se trouvait dans les rues, dans les usines, dans les bureaux, dans les ateliers, dans les centres d'études, lancé par la cynique et abjecte proposition fasciste de rayer du calendrier la date la plus profondément ressentie par les principales victimes du cruel état de choses actuel en Uruguay: les travailleurs. En effet, par décret la dictature a transféré la date du 1er. Mai au 5 du même mois.

Les murmures inquiets des premiers jours, se sont mués en une protestation toujours plus manifeste pour devenir le thème partagé par tout le peuple.

Notre Centrale et 20 autres organisations publient dans leurs bulletins l'explication de la signification du 1er. Mai, dénonçant la dictature et appelant à la réalisation d'actions de protestation. Dans un document rendu public, l'Association des employés de banques s'adresse au Ministre du Travail au sujet de la décision prise par le régime. On prépare des dessins et des tracts.

Les organisations syndicales se prononcent en faveur de diverses actions. Face à la protestation générale contre le changement de la date de la fête des travailleurs, la dictature répond par la répression, des persécutions, des menaces, des intimidations.

-Patrouillage dans les rues de Montevideo avec des voitures blindées, dont 22 tanks récemment achetés en Belgique.

-Durant tout le jour et toute la nuit, des militaires quadrillaient la ville.

-Un communiqué a été adressé à tous les employés de la fonction publique leur faisant savoir qu'ils seraient licenciés s'ils ne se rendaient pas au travail le 1er. Mai.

-Avis aux travailleurs des transports et aux entreprises que s'ils n'assuraient pas le service à cette date ils s'exposaient à de fortes sanctions économiques, au retrait de la licence pour les autobus, etc.

-Le 29 avril dans la nuit, les forces de la répression ont forcé la porte des locaux de l'Association des employés de banques et appréhendé plusieurs dirigeants de ce syndicat.

-Le 30 avril, au cours d'une conférence de presse, le ministre Dr.

Maeso, ministre de la dictature, a fait part de son malaise provoqué

par les critiques et la campagne contre le changement de la date de la fête des travailleurs, préférant de nouvelles menaces à l'adresse des travailleurs.

-Avant le 1er. Mai, des travailleurs du textile, du bâtiment, de la métallurgie, du verre, des banques ont été arrêtés dans le quartier ouvrier de «La Teja», ainsi que des travailleurs d'autres secteurs.

Malgré cela, la journée du 1er. Mai s'est transformée en une immense manifestation antifasciste. La dictature n'a pu empêcher ce pronunciamiento. Les travailleurs et leurs organisations syndicales ont donné une nouvelle preuve de leur décision inébranlable de défendre leurs droits, de s'opposer à l'institutionnalisation du fascisme, expression qui s'étend à toute la population qui soutient l'action des travailleurs. Les étudiants, les lycéens et les étudiants de l'Université du Travail se joignent à cette action.

La préparation de la journée a été un triomphe du mouvement, la répression n'a pas réussi à démoraliser les travailleurs, elle a été une sorte de défi à l'imagination et à la conscience.

Voici quelques données qui illustrent l'ampleur de cette journée:

Le bâtiment a débrayé à 70 pour cent; les métallos à 50 pour cent; les travailleurs du tabac à 100 pour cent, à l'exception d'une entreprise; dans le textile, quelques usines ont arrêté le travail pour toute la journée, d'autres ont procédé à des grèves partielles; les travailleurs du papier ont débrayé à 50 pour cent; des grèves dans 50 pour cent de l'industrie du cuir, d'autres actions dans le reste; dans la chimie de larges secteurs ont paralysé les usines; une usine de traitement du poisson a fait la grève au complet; dans le caoutchouc quelques secteurs ne sont pas venus travailler alors que d'autres ont fait la grève du zèle; la grève a été totale dans les ateliers du bois; dans les banques du secteur privé il y a eu des débrayages de 5 à 15 minutes et la grève du zèle, dans le secteur de l'Etat la grève du silence, l'abandon du travail avant la fin de la journée pour assister à la messe. Il y a eu des grèves dans le secteur de la boisson, dans les frigorifiques et l'industrie graphique. Diverses ac-

tions ont également eu lieu dans les secteurs municipaux, les services de voirie, les chemins de fer, l'énergétique, les transports de passagers et dans le secondaire. Dans certaines facultés des groupes entiers d'étudiants n'assistaient pas aux cours, dans d'autres il y a eu des départs massifs des salles; dans le secondaire et à l'Université du Travail on a enregistré diverses expressions de protestation. Dans certains cas, de petits commerçants ont fermé boutique.

Le 1er. Mai, les Forces Armées pénétraient dans les usines et dans beaucoup de cas, dans le logement des travailleurs qui n'étaient pas venus au travail. A partir de ce jour, elles exigeaient des patrons que les ouvriers absents soient licenciés. On a enregistré un grand nombre de détentions, quelque cinq cents. Les razzias avaient un caractère massif, car on cherchait à semer la panique, par exemple, en emmenant tout le personnel d'une usine, en arrêtant des dizaines de personnes dans les Coopératives de logement dont les habitants sont tous des travailleurs. En même temps, listes à la main les autorités recherchaient des centaines de personnes. Après le 1er. Mai, on a arrêté un grand nombre de ceux qui ne s'étaient pas rendus au travail ou qui étaient soupçonnés d'avoir dirigé la grève. Il y a eu de nombreux licenciements.

L'hystérie répressive de la dictature a été à la base de l'assassinat de l'ouvrier métallurgiste Jorge Reyes Marques, criblé de balles par une patrouille militaire au moment où, dans le cadre de son travail, il essayait les freins d'une voiture dans l'entreprise Nordex.

Le plan politique de la dictature appelé «Chronograma» a essayé un refus absolu. Devant l'avalanche de protestations, de critiques, de modifications et de toutes sortes de questions à l'adresse du régime, celui-ci a répondu une fois de plus par la répression et le crime, unique ressource à laquelle il sait faire appel.

Une fois de plus les travailleurs et toutes les forces démocratiques du pays se sont prononcés contre l'état actuel des choses, en faveur de la libération de tous les prisonniers et de la restauration de toutes les libertés syndicales et politiques.

CONFEDERACION NACIONAL DE TRABAJADORES

JUNIO de 1980 BOLETIN DE LA C.N.T.

TRABAJADORES Y A LA OPINION PUBLICA

27 de este mes de junio los 7 años de dictadura y los 5 del fascismo en el país. - 6 años es mucho lo que tenemos a renegar; ante todo la General de 15 días, enfrentamiento de trabajadores organizados denuncia clara de lo que significaba el golpe dictatorial.

...so que la dictadura naciera aislada de todo apoyo popular y dando la esa medida de lucha y tomándola decisión de enfrentar la mejores condiciones; demandando los planes del enemigo, la a se mantuvo firme; comprendió que a una nueva situación ... nuevos métodos de lucha, manteniendo en su organización y dando

...sueña del éxito obtenido no se puede hacer otra cosa. - en el lenguaje de los trabajadores, que la situación de ...

...ón sólo se saldrá organizándose y luchando. -

CONVENCION NACIONAL DE TRABAJADORES (CNT) Montevideo, junio de 1980. -

MISSISSIPPI CLANDESTINO

S. U. de P.

1º DE MAYO

... nuevo 1º de MAYO, día de los trabajadores en el mundo a un saludo a los municipales, autoridades y mantengamos ... para en honor a su espíritu ADRI. ... económico-social de los trabajadores, sino por la solución de los problemas que afectan a la Patria. -

TRABAJADORES MUNICIPALES

MAYO de 1980. -

La Asociación de Bancarios del Uruguay y el 1º de MAYO

1 DE MAYO

... de los Trabajadores

... VIVIRAN EL 1º DE MAYO

... nuevo 1º de MAYO, día internacional de los Trece ... TRABAJADORES, recordamos la maniobra de la dictadura ... esta fecha tan tradicionalmente nuestra. - Frecas ... que los trabajadores olvidemos el origen del 1º ... - los méritos caídos en la lucha por los der ...

" Si Ud. cree que ahorrándose, puede eliminar ... obrero, el movimiento del cual mill onas de pisotes ... trabajar duramente y pagar necesidades y miserias. ... vación: el que es su opinión, entonces, ahórrennos ... viva el 1º de mayo y viva el frente a Ud. ... VIVA LA CLASE TRABAJADORA

CONGRESO OBRERO TEXTIL

Comisión de ...

Trabajadores de ANCAP-CNT

1º de mayo de 1980

... libre, sin li- ... de Flobis ... constituyente,

... DE LUCHA, DI ... MAS ALA DI ... CTIVAS ESP ... CON ESPIR

... URUGUAYA!

... MAYO 1980

SUNGA INFORMA ABRIL 80

... y Sindical ... según declaraciones de algunas personas del régimen, en abril será ... aprobada la llamada Ley Sindical, y según parece será aprobada sin grandes ... VIVA EL 1º DE MAYO!! ... VIVA LA LUCHA DE LOS TRABAJADORES!! ... VIVA LA GLORIOSA CNT!!

... INVOLIDO LOS HOMBRES DE LOS ...

ADMINISTRACION NACIONAL DE PUERTOS

Handwritten signatures and stamps, including 'SUNGA-CNT' and 'COMISION DE ...'

... trabajadores fue ... según se ... los otr ... en un momento, y ...

... de ... a la dictadura, que ...

immense démonstration mondiale

À l'appel de la C.N.T., se sont tenues du 12 au 15 juin les Journées mondiales de protestation et de dénonciation. C'était la première expression de résistance coordonnée sur le plan international dont le mérite revenait, une fois de plus, à la classe ouvrière et à sa C.N.T., pour avoir placé au premier plan cette action qui déclenche une crise d'hystérie de la part de la dictature.

Ces journées ont été célébrées en même temps au Canada, en Amérique Latine, aux Caraïbes, en Europe et jusqu'en Australie. Elles ont reçu l'appui solidaire des centrales syndicales nationales, régionales et mondiales, ainsi que l'adhésion de parlementaires, de personnalités du monde de la culture et de l'art, des églises, des partis politiques, des organisations de solidarité, des travailleurs et des peuples de chaque pays.

La célébration du 7er Mai et les initiatives du 27 juin, datées tout également, marquées d'importantes actions en faveur de la lutte pour renverser la dictature qui opprime notre peuple, ont été mises en relation avec ces Journées.

Voici quelques expressions de l'action en question:

SUEDE

Dans ce pays, la grève de la faim de 48 heures a été couronnée par un succès. Elle a eu lieu dans huit villes différentes: Stockholm, Göteborg, Lund, Uppsala, Malmö, Växjö, Älvésta et Moheda. 140 camarades y ont pris part, encouragés par un demi-millier de camarades qui ont mené à bien des actions de propagande et de mobilisation en direction des larges secteurs de la population suédoise. La Centrale ouvrière LO a envoyé des télégrammes au gouvernement d'Uruguay et aux organismes internationaux en se sollicitant avec la lutte de notre classe ouvrière et les revendications de la C.N.T.; d'autres nombreux secteurs du peuple suédois ont adressé des messages de salutations et donné de multiples preuves de leur appui. La presse en général, radiodiffusion et quotidiens, consacré une place importante à la lutte, révélant amplement les motifs qui font déterminer.

ITALIE

Les journées ont remporté un vi-



Vue partielle des grévistes en Suède.



Articles parus dans la presse Suédoise.



Le peuple Italien soutient la journée.

diale contre la dictature — i



La presse et les murs italiens à propos des journées du 13 et 14 juin



Hollande, pancarte demandant l'amnistie.

succès. Elles se sont déroulées à Varese, à Brescia, à Turin et à Milan qui en a été le centre principal. A Turin, elles ont reçu l'appui du Mouvement Syndical Unitaire et de la mairie. Le programme s'est déroulé en présence de milliers de personnes qui assistaient aux différents spectacles et qui ont signé l'appel à l'amnistie. A Brescia, les initiatives ont eu lieu dans le centre de la ville, avec une forte participation populaire, avec le concours de toutes les forces démocratiques et nos compatriotes habitant dans cette ville. Tout Milan était couvert d'une très belle affiche créée par l'éminent peintre italien Ernesto Tricani. Deux jours durant, des milliers de personnes se rendaient Place de la Scala pour signer l'appel à l'amnistie, voir des expositions de photographies, de diapositives et les spectacles artistiques ou participaient des chanteurs uruguayens et italiens.

L'acte de clôture qui a eu lieu le 14 a réuni cinq mille personnes. Nino Baseotto a parlé au nom de la CGIL, CISL, UIL et un représentant de la C.N.T. au nom de notre centrale. L'orateur et les artistes italiens ont invité les auditeurs à redoubler de solidarité avec notre peuple. La participation de toute la colonie uruguayenne a été très significative.

Pendant les deux jours, de nombreuses délégations ouvrières se rendaient au Consulat d'Uruguay afin d'y déposer des déclarations et des pétitions pour le rétablissement des libertés et des droits dans notre patrie. Le consul a fait venir les carabinieri pour empêcher de nouvelles délégations d'entrer dans le bâtiment. Les journées ont été célébrées dans toutes les villes et elles ont trouvé un large écho dans les quotidiens, à la radio et la télévision.

PAYS-BAS.

Les Journées se sont déroulées dans deux villes, Amsterdam et dans deux villes, Amsterdam et Rotterdam. Dans cette importante ville portuaire, l'action se situait dans une église du centre de la ville. Une vingtaine de délégations syndicales, politiques et solidaires ont rendu visite aux grévistes, qui ont largement expliqué aux visiteurs la situation en Uruguay et les motifs de l'action en cours. Des interviews

immense démonstration mondiale

ont été accordées à la presse par l'écrite de la région. Le 13 a culminé par un meeting où Arnold van Dam de la CNV, centrale chrétienne, Siep Dorembos pour la FNV et Ricardo Vilaro pour la C.N.T. sont montés à la tribune.

A Amsterdam, la grève de la faim a eu lieu dans une baraque installée dans le centre de la ville et des milliers de bulletins donnant des informations sur la situation en Uruguay et l'action qui se déroulait ont été distribués, des Néerlandais et des touristes de diverses parties du monde ont signé et envoyé en Uruguay un millier de cartes dans les quelles ils demandaient la liberté pour tous les prisonniers syndicaux et politiques. Il y a eu une exposition de photographies et divers actions auxquels ont pris part un ensemble de danse hollandais, des artistes folkloriques d'Uruguay, du Paraguay, de Bolivie, du Pérou, du Portugal et du Chili. Au cours d'un meeting, Jan van Greunscen a parlé au nom de la FNV, centrale ouvrière néerlandaise, et Daniel Baldassari au nom de la C.N.T.

Il y a eu des messages d'adhésion et de salutation adressés par des organisations néerlandaises, portugaises, espagnoles et latino-américaines. Aux Pays-Bas, l'action a eu des répercussions dans la presse: trois quotidiens de tirage national et plusieurs journaux de province, ainsi que la radio ont apporté d'amples informations au sujet de cette action mondiale.

NORVEGE.

La grève de la faim y a été couronnée d'un grand succès. La journée en soutien des mots d'ordre journée de soutien aux mots d'ordre de la C.N.T. a été entourée de solidarité. La presque totalité des uruguayens vivant en exil dans ce pays ont pris part à cette action. Au cours de la manifestation, les grévistes ont reçu des visites et des marques de solidarité de la part des dirigeants de l'Internationale Socialiste, y compris de son vice-président et dirigeant de l'Unité Populaire, Anselmo Sule, de la délégation socialiste d'Argentine, du président du Parti Fébrériste du Paraguay, Carlos Caballero Gatti, du Front Démocratique Révolutionnaire du Salvador, des jeunesses de tous les partis politiques norvégiens qui ont, en outre, publié une déclaration commune de soutien,



A Amsterdam, le 14 juin, Jan Van Greunscen, membre de l'exécutif de la F.N.V., à pris la parole.



La presse Hollandaise à propos de la journée.



Le public Hollandais visite les grévistes à Amsterdam.

Indiale contre la dictature



A la "Maison Arabe", local de la C.S.C. à Bruxelles, les grévistes reçoivent la visite de Ernesto Molano, secrétaire général adjoint de la C.M.T.

De Werkers

au travail

INTERNATIONALE

DES MILITANTS SYNDICAUX D'URUGUAY EN EXIL FERONT UNE GREVE DE LA FAIM LES 13 ET 14 JUIN

Pour protester contre la dictature militaire et réclamer le retour à la liberté et à la démocratie DANS 23 PAYS.

QUEST-CE QUE LA C.N.T. ?

Syndicats

avec les travailleurs uruguayens

Solidarité avec les travailleurs uruguayens

A BRUXELLES DANS LES LOCAUX DE LA POUX PLACE BOSSUET

SIVE PLE

INTERNATIONALE

Différents articles publiés dans la presse belge.



Grévistes Uruguayens dans le local de la F.G.T.B. à Bruxelles.

des partis social-démocrate, communiste, socialiste de gauche et de la centrale ouvrière L.O. De même, les représentants de la CUT et de l'Unité Populaire du Chili ainsi que les membres de la Convergence que les membres de la Convergence Démocratique D'Uruguay ont manifesté leur solidarité. A Oslo, la grève a eu lieu au siège de la Jeunesse social-démocrate. La radio et la presse ont donné un vaste écho à cette journée.

DANEMARK

Les uruguayens résidant dans ce pays ont fait la grève de la faim dans une paroisse de Copenhague, avec la participation de représentants de l'Eglise catholique. Dans des tracts et sur des pancartes figuraient les raisons qui ont déterminé la journée de soutien et des mots d'ordre de la C.N.T. Les quotidiens et la radio se sont fait l'écho de tout ce qui s'est passé.

BELGIQUE

L'action s'est déroulée dans trois villes simultanément Bruxelles, Liège et Malmédy. Dans cette dernière, la note à la grève de la faim, était donnée par la participation d'une fillette belge âgée de 13 ans; d'autre part, tous les grévistes y étaient des démocrates belges, solidaires de la lutte des travailleurs et du peuple d'Uruguay. A Liège et à Bruxelles, l'action a eu lieu dans les locaux de la FGTB et de la CSC, les deux centrales ouvrières de Belgique. Celles-ci ont émis une affiche et 5.000 tracts appelant à l'action. Elles ont publié dans leurs journaux «Au Travail», «Volks Macht», «Syndicats» et «De Werkers», d'importants articles sur la situation uruguayenne et la grève de la faim. Le Comité Belge Europe-Amérique Latine a publié une déclaration de soutien de la journée invitant les autres organisations à y prêter leur appui. Soixante adhésions ont été envoyées par des organisations sociales, professionnelles et politiques de Belgique, d'Amérique Latine, du Viet-Nam, du Portugal, d'Italie, d'Espagne, du Maroc, de Tunisie et de Turquie. Vingt-quatre députés belges ont également envoyé des messages d'adhésion. Des délégations syndicales, politiques, ecclésiastiques, ont rendu visite aux grévistes, diverses personnalités ont signé l'album de la C.N.T. en soutien de la Journée. La

immense démonstration moi

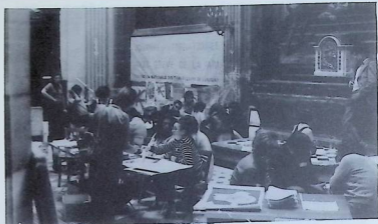
presse écrite et parlée a apporté d'amples informations sur cette mesure de lutte. Presque tous les uruguayens vivant en Belgique ont appuyé l'action et y ont participé.

VENEZUELA.

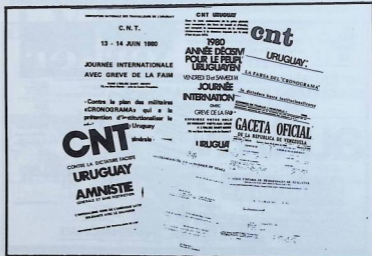
Dans la Maison syndicale «El Paraiso» s'est déroulée les 12 et 13 juin l'action contre la dictature uruguayenne et ses desseins d'institutionnalisation. D'importants tracts ont été publiés. Quarante-cinq sénateurs et Députés du Congrès de la République du Venezuela ont signé un document dans lequel ils réaffirment leur solidarité avec la juste lutte de notre peuple, proclament leur appui à la campagne mondiale en faveur de l'amnistie, se prononcent contre le plan politique «d'ouverture démocratique» de la dictature militaire, manifestant leur appui aux Journées mondiales de protestation et de dénonciation. Les Journées ont reçu l'appui de la Confédération des Travailleurs du Venezuela (CTV), de la Centrale Unitaire des Travailleurs du Venezuela (CUTV) et de la CODESA, qui ont adressé des télégrammes au Ministre du Travail de la dictature, demandant la mise en liberté des dirigeants syndicaux emprisonnés et de tous les détenus, la cessation des persécutions et répressions antisyndicales. Des messages ont été envoyés par la FTUC et la CUTEC, organisations syndicales de l'Etat de Carabobo, le Parti National du Venezuela, le Front Elargi, les Gau, le Parti Socialiste d'Uruguay au Venezuela, ainsi que la Fédération Vénézuélienne des enseignants. Dans le cadre de la réalisation des journées, la Chambre des députés a adopté une résolution dans laquelle elle demande la liberté pour tous les prisonniers syndicaux et politiques ainsi que le rétablissement de toutes les libertés politiques et syndicales tout en dénonçant le «Cro-

FRANCE.

A la grève de la faim qui s'est déroulée dans l'église St.Merry ont pris part les exilés uruguayens résidant en France, sous la conduite de la Commission du Travail de la C.N.T. Il y a eu des causeries informatives, des distributions massives de tracts, une exposition de photographies, ainsi qu'un acte culturel avec la participation d'artistes uruguayens, chiliens et fran-



Une vue des grévistes dans l'église St Merry, à Paris.



Muraux, notes et télégrammes de France et du Venezuela.



Façade du bâtiment de l'association des Amis des Nations Unies, où s'est déroulée la grève.

ndiale contre la dictature —



Conférence de presse à Barcelone, où s'ouvrent les Journées de la Paix, avec la participation de Félix Diaz, secrétaire coordonnateur de la C.N.T. à Toulouse (ici) et le sénateur catalan Joseph Barret et des représentants syndicaux espagnols.

L'action a reçu un large appui des organisations locales. La grève de la faim a commencé le 13 à 14 heures de l'après-midi par une conférence de presse convoquée par la C.N.T. Le Congrès des travailleurs du Canada, CTC, y a assisté, il a envoyé une note signée par son président, Denis McDermott, et approuvé l'adhésion de la GISK aux travailleurs d'Uruguay au nom de ses 50 millions de membres. La FTQ, Fédération des Travailleurs du Québec, qui a en outre émis une lettre signée par son secrétaire général Fernand Daoust et, entre autres, les organisations suivantes qui ont exprimé leur adhésion: les Syndicats des Ouvriers-Unis de l'Électricité, de la radio et de la mécanique, affiliés à la FTQ, le Conseil Québécois de la Paix, le Comité Chrétien Pour les Droits de l'Homme en Amérique Latine, l'Association pour le Développement et la Paix, ainsi que des organisations politiques, culturelles et de solidarité d'Uruguay et d'Amérique Latine. On a également reçu par l'intermédiaire de sa vice-présidente, Madame Louise Harel, l'adhésion du Parti Québécois à la lutte des travailleurs et du peuple d'Uruguay, celle du Nouveau Parti Démocratique, du Parti Communiste de Québec et de ses Jeunesses. A la fin de la grève de la faim on a organisé une soupe commune et engagé une caravane de voitures portant des mots d'ordre contre la dictature fasciste a conduit les manifestants jusqu'à l'université où s'est tenu un acte politique et culturel, organisé par le Comité de Solidarité avec le peuple uruguayen. La presse écrite et parlée s'est largement intéressée à cette action.

cal en présence de 500 personnes. Dans le courant de ces deux journées, les grévistes ont reçu la visite ainsi que des témoignages de soutien et de solidarité.

ESPAGNE

L'action s'est située à Barcelone et à Madrid. La grève de la faim des exilés uruguayens vivant dans la capitale a eu lieu dans la paroisse de Notre-Dame de la Paix.

Pendant deux jours, des dizaines de délégations syndicales, politiques, sociales, s'y sont rendues pour témoigner de leur soutien et solidarité avec les grévistes et leurs objectifs revendicatifs. De nombreux messages leur ont parvenu, entre autres, celui de Marcelino Camacho, secrétaire général des Commissions Ouvrières, et celui des membres de la délégation de l'UGT auprès de l'OIT qui se trouvent à Genève, signé par Nicolas Redond et Manuel Simón, secrétaire général et responsable aux relations internationales de l'UGT.

L'action a reçu un large écho dans la presse. À Barcelone, dans le bâtiment de l'Association des Amis des Nations Unies, la grève de la faim a duré du 13 au 15 juin. Aux

côtés des exilés uruguayens participaient des délégués de quatre centrales syndicales. Le local était en permanence rébordé de délégations ouvrières, de groupes et usines, de représentants de la culture et des partis politiques qui ont ainsi manifesté leur solidarité avec la C.N.T., les travailleurs et le peuple d'Uruguay.

Le 13 il y a eu une conférence de presse à laquelle assistait Félix Diaz, Secrétaire coordonnateur de la C.N.T. à l'étranger, présenté par le sénateur catalan Joseph Barret. Des milliers d'articles ornèrent les murs de Barcelone dont elles approuvaient les habitants à participer à la Journée. Parmi les délégations qui ont rendu visite aux grévistes on pouvait noter celle composée d'éléments artistes et conduite par Joan Manuel Serrat. Toute la presse s'est faite écho des Journées et de leur contenu.

CANADA

Les 13 et 14 juin s'est tenu à Montréal, organisée par la Commission du travail de la C.N.T., la grève de la faim à laquelle 37 camarades ont pris part et avec l'adhésion de quelque 300 personnes.

de ces actions qui ont été jusqu'au plus profond de notre chaque uruguayen qui vivant à l'étranger est proche de son pays, respirent avec son peuple, vivant souffrant avec les prisonniers et leurs parents. Nous n'avons fait que présenter un grand miroir réfléchissant les Journées mondiales, leur sens et en aucune façon nous n'avons voulu faire une chronique. Mais tous les camarades uruguayens, tous ceux qui en ces Journées nous ont témoigné leur solidarité doivent être pleinement assurés que l'objectif a été atteint, qu'un nouveau coup a été asséné à la dictature et que cette action contribuera à nous rapprocher du jour tant attendu de la victoire. Les prisonniers reçoivent la chaleureuse solidarité de ces Journées, qui contribuera à renouer leur moral, à réaffirmer leur confiance dans la victoire. Les héroïques combattants de la clandestinité, tous les travailleurs et le peuple d'Uruguay venant leur offrir sa confiance et pourront se rendre compte une fois de plus qu'ils ne sont pas seuls, qu'ils peuvent et qu'ils doivent de l'appréciable solidarité internationale pour renverser la dictature fasciste.

Au cours des Journées, des lettres, des cartes, des télégrammes se sont envoyés de tous les continents pour saluer l'action organisée par notre Comité, condamner la dictature fasciste, demander la liberté pour tous les prisonniers syndicaux et politiques, exiger l'amnistie, des centaines et des centaines de délégations, de représentants de diverses organisations démocratiques représentant des millions de personnes, des peuples entiers ont apporté à chaque gréviste la chaude parole solidaire. Il est impossible de décrire chacune

expropriation brutale des travailleurs et du peuple sous le fascisme

Un employé de la municipalité de Montevideo doit passer ses nuits, été comme hiver, dans des voitures à proximité du lieu où travaille. Son salaire ne lui permet pas de payer un loyer tout en achetant de la nourriture.

Ce petit drame individuel est l'expression du drame collectif des salariés d'Uruguay.

Quelles ont été les conséquences de l'application de la politique économique de la dictature sur les salaires des travailleurs.

Si nous jetons un coup d'œil sur l'évolution du pouvoir d'achat du salaire depuis 1968 jusqu'à ce jour, nous voyons que le salaire possède nous voyons que le salaire possède à présent un pouvoir d'achat qui est de 40 pour cent inférieur à celui de 1968. La comparaison est encore plus éloquentes si nous la faisons non pas avec les salaires de 1968 (année de la naissance de la CO-PRIN et de la congélation des salaires) MAIS AVEC 1971, année où les salaires ont atteint leur niveau le plus élevé de la période à l'examen; depuis 1971, les salaires ont perdu plus de 50 pour cent de leur pouvoir d'achat.

Ceci a des conséquences multiples dont, pour ne mentionner que celles qui influent sur toute l'économie, la réduction de la consommation interne. Les premières hausses du prix de la viande, qui se sont produites après la proclamation de la politique «de libéralisation» par le gouvernement, ont provoqué une diminution de la consommation de plus de 30 pour cent et la consommation d'autres articles est tombée dans une proportion similaire, le sucre, par exemple, qui enregistré une production excédentaire et n'a pourtant pas pu être exporté en raison de ses prix, ce qui a entraîné une réduction de la surface cultivée.

Il est intéressant d'observer l'évolution de la journée de travail. Si nous prenons les heures de travail qu'un salarié doit fournir pour maintenir le niveau de consommation de 1968, nous voyons que pour conserver le niveau atteint dans l'année en question avec 8 heures de travail par jour, précisons qu'il n'est pas optimal, en 1979, ce même travailleur doit faire une journée de 12,9 heures, ce qui signifie une augmen-

tation de 61 pour cent. La comparaison avec 1971 indique qu'en 1979 le salarié devait fournir 88 pour cent plus de travail en plus pour maintenir le pouvoir d'achat de son salaire par rapport à l'année 1971. Cela signifie qu'il devait travailler le double pour recevoir la même chose. Dans ce sens, le graphique publié dans le quotidien «El Día» de Montevideo par Faroppe est révélateur. (Tableau 1)

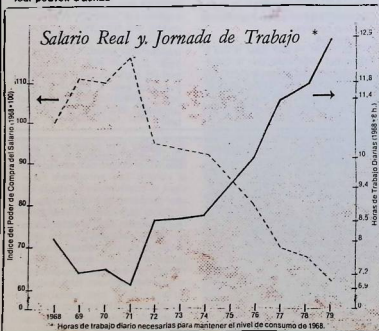
Cette situation des salaires s'insère dans une économie qui s'est accrue, bien qu'à un degré moindre que ne le proclament les porte-parole du gouvernement. Le produit national brut, obtenu essentiellement dans certaines branches de l'industrie d'exportation a monté, bien que pas, nous le répétons dans la mesure où le gouvernement l'annonce; il est évident que le succès n'est pas si énorme si nous comparons par exemple l'accroissement de 2,6 pour cent du produit national brut annoncé par le gouvernement pour 1976 et l'augmentation réelle du produit brut par tête d'habitant pour la même année qui n'est que de 1,4 pour cent.

Il faut donc se demander où est passé le fruit de l'effort fourni par les travailleurs de notre pays.

Un point de repère pour obtenir la réponse peut être la comparaison de l'évolution du volume total des revenus des travailleurs et l'évolution de la partie du total des revenus qui revient aux propriétaires, capitalistes et entrepreneurs entre 1971 et 1979. (Tableau 2)

Pour donner une idée de l'ampleur de cette spoliation des travailleurs, on peut dire que rien qu'en 1977 on leur a retiré 600 millions de dollars pour les transférer à d'autres secteurs. Ce chiffre correspond pratiquement à la valeur de toutes les exportations du pays dans le courant de cette même année.

Mais nous nous devons également de faire quelques considérations sur le transfert au secteur des entrepreneurs. Cette expropriation brutale dont les salariés ont fait les frais, n'a pas bénéficié à tous les



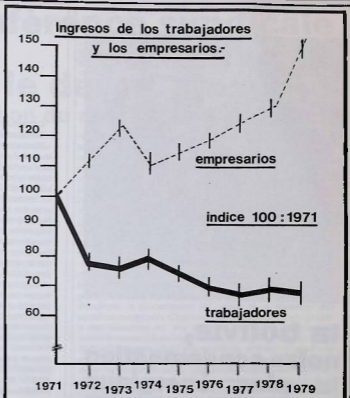
secteurs des entrepreneurs et ceux qui en ont bénéficié ne l'ont pas fait dans une mesure égale; s'il en avait été ainsi, cela aurait permis dans une certaine mesure une meilleure distribution du revenu. Le seul bénéficiaire est un petit secteur qui a concentré les bénéfices dans ses mains. La part du lion a été empochée dans l'industrie, par une poignée d'entreprises qui concentrent la production et la majorité des travailleurs et où la productivité du travail, c'est-à-dire la surexploitation, est la plus haute car ces 3 pour cent des entreprises emploient 51 pour cent des travailleurs et produisent 74 pour cent du total de la production industrielle. Dans l'agriculture, le processus était identique puisque seuls 4,6 pour cent des entreprises commercialisent 80 pour cent des bovins et 56 pour cent des ovins acheminés directement vers les frigorifiques. Et là on voit apparaître un autre point qui draine les richesses créées grâce à l'effort des travailleurs et c'est le chaînon qui unit ce petit groupe d'entrepreneurs industriels et agricoles aux secteurs financiers liés aux monopoles transnationaux et par où une masse importante du capital accumulé à partir du travail est soustraite à l'économie nationale par le paiement des amortissements de la dette externe engendrée par les prêts contractés pour payer des services coûteux elle est dirigée vers les monopoles et organismes de crédit qui à leur tour sont, les piliers qui soutiennent la dictature.

La théorie du régime était la suivante: il faut agrandir le «gâteau» de l'économie nationale pendant plusieurs années avant de pouvoir répartir les parts qui reviennent à chaque groupe. Cela s'est produit par l'expropriation du salaire des travailleurs et l'augmentation mo-

dérée de la production parallèlement à la répression la plus violente que notre peuple ait jamais connue. Mais à présent, les parts du «gâteau» se sont envolées à l'étranger; tandis qu'en 1971 les travailleurs recevaient une part du «gâteau» équivalente à 41 pour cent, huit ans plus tard, cette part se réduisait à 25 pour cent; le petit groupe oligarchique et les sociétés multinationales auxquelles il est lié s'approprient tranquillement les 75 pour cent qui restent, c'est-à-dire que l'on a imposé une redistribution des richesses engendrées grâce aux sacrifices des travailleurs en faveur d'un petit groupe de privilégiés. Il va

de soi que pour imposer cette politique il a fallu recourir à une répression sans borne, contre des centaines de dirigeants syndicaux jetés en prison, morts ou disparus; les grèves sont interdites et le minimum d'activité syndicale est persécuté avec la plus grande férocité.

Le coût social élevé payé pour voir appliquer la politique économique de la dictature établit avec plus de clarté encore, dans le cadre des solutions pour notre pays, que pour les travailleurs uruguayens la chute du fascisme est liée à la nécessité d'une récupération économique du pays et à celle des salaires.



8 **POLITICA**

Cincuenta mil firmas contra la dictadura uruguaya

El Comité de Amnistía por la Desaparición de Personas en Uruguay ha conseguido reunir cincuenta mil firmas de apoyo a una petición de amnistía para los militares y funcionarios que participaron en los delitos de lesa humanidad cometidos durante la dictadura uruguaya.

El Comité de Amnistía por la Desaparición de Personas en Uruguay, que tiene su sede en Montevideo, ha conseguido reunir cincuenta mil firmas de apoyo a una petición de amnistía para los militares y funcionarios que participaron en los delitos de lesa humanidad cometidos durante la dictadura uruguaya.

El Comité de Amnistía por la Desaparición de Personas en Uruguay, que tiene su sede en Montevideo, ha conseguido reunir cincuenta mil firmas de apoyo a una petición de amnistía para los militares y funcionarios que participaron en los delitos de lesa humanidad cometidos durante la dictadura uruguaya.



españa * * * * *

Article apparu dans la presse Espagnole rapportant la remise de 50.000 signatures pour l'amnistie en Uruguay.

Face à l'ambassadeur Uruguayen accrédité à Madrid, par l'intermédiaire des délégations du P.S.O.E., et du P.C.E. ainsi que de CC.OO. et U.G.T., ont été remis des signatures.

A l'acte ont assisté 500 personnes ou il faut faire mention de la présence des députés Simon Sanchez Montero, Jaime Ballesteros, Pablo Castellanos, le sénateur Carvajal, le secrétaire de l'union des commissions ouvrières (CC.OO) de Madrid, Fidel Alonso et des représentants des syndicats provinciaux et des fédérations de CC.OO et U.G.T. en plus des représentants de l'art et de la culture Espagnole représentés par Antonio Gades et Lola Gaos.



la bolivie, notre condamnation la plus énergique

Les généraux d'extrême droite de Bolivie ont consommé un nouveau Coup d'Etat.

Méconnaissant la volonté écrasante, majoritaire des travailleurs et du peuple Bolivien, exprimée à l'occasion de l'essai du coup d'Etat échoué au mois de Novembre 1979, et au récentes élections de Juin 1980, les généraux avec Garcia Mesa à leur tête, ont mené une extermination sélective minutieusement planifiée et ténébreuse pour imposer la dictature représentant les intérêts d'un minuscule groupe national de grands oligarques et de monopoles internationaux, étroitement entrelacés.

Ce sont ces mêmes intérêts qui ont imposés les dictatures en Uruguay, Chili et Argentine qui soutiennent les dictatures comme celle de Stroesner au Paraguay, qui ont maintenues durant des décades des dictatures sanguinaires comme celle de Somoza au Nicaragua qui nient les réclamations du peuple comme celui d'El Salvador, sans tenir compte du sang écoulé, que son action a fait couler, comme partout, l'action répressive se centre contre les forces démocratiques et ses organisations, en particulier contre la classe ouvrière et ses organisations, persécutant et assassinant ses dirigeants. Notre Centrale exprime sa plus énergique condamnation face à ce nouveau coup d'Etat, en se solidarisant avec les travailleurs Boliviens et leur Centrale Syndicale la C.O.B., avec toutes les forces démocratiques et le peuple Bolivien. Nous faisons un appel à exprimer la solidarité militante avec nos frères d'Amérique.

Camarade président,
Camarades délégués,

Nous aimerons tout d'abord remercier les camarades yougoslaves de l'accueil qu'ils nous ont réservé et d'avoir préparé de si bonnes conditions pour la réalisation de cette importante assemblée syndicale internationale. Le thème à l'examen, LE DEVELOPPEMENT, est très vaste et possède des aspects multiples. Le fait que dans le monde d'aujourd'hui les travailleurs vivent sous des régimes sociaux différents et dans des pays qui diffèrent énormément les uns des autres par le niveau de développement atteint, signifie pour nos organisations, pour les travailleurs en général, que les priorités, les objectifs les plus immédiats varient. Mais cela ne doit pas nous empêcher de voir que le problème du développement est un thème qui du point de vue général NOUS AFFECTE TOUS et que l'actuel état de choses, avec ses énormes inégalités et injustices constitue un danger pour des questions fondamentales comme la PAIX, la sécurité et la stabilité dans le monde.

D'autre part, les changements au niveau international comme l'instauration d'un NOUVEL ORDRE ECONOMIQUE INTERNATIONAL ou d'autres qui affrontent avec succès les problèmes d'actualité sont étroitement liés à la situation en vigueur dans chaque pays. En Uruguay, par exemple, s'il n'y pas de TRANSFORMATIONS DE STRUCTURES en ce qui concerne la PROPRIETE DE LA TERRE, il n'y a pas de solutions réelles aux problèmes economico-sociaux que connaît le peuple. Et il en est ainsi dans la majorité des pays d'Amérique. D'autre part, l'existence de dictatures qui répriment le mouvement ouvrier et toutes les forces démocratiques, empêchant les travailleurs qui peuvent jouer un rôle positif puisqu'ils sont les promoteurs de changements permettant de résoudre les problèmes qui les affectent en premier lieu, constitue un obstacle qu'il incombe à tout prix de surmonter. Ces dictatures sont instaurées grâce à l'action des forces qui s'opposent au progrès. Tel est le cas de notre pays face à la crise des structures caduques qui ne répondaient plus aux aspirations et demandes des grandes majorités en vue de l'amélioration des conditions de vie et de travail, de l'accès à l'éducation et à la culture en général, de la consolidation et de l'élargissement des libertés démocratiques; un petit groupe économiquement fort, lié au capital financier international, aux multinationales et utilisant les forces armées du pays comme «bras armé» de ses intérêts y réalise un coup d'Etat, instaure une dictature fasciste et amorce un processus qui conduit le pays à vivre la période la plus difficile et la plus tragique de toute son histoire, avec des pertes énormes pour l'ensemble de notre peuple. Pour empêcher la volonté populaire de se manifester le régime a commis et continue de commettre les crimes les plus atroces dans un cadre général de tortures et de crimes brutaux qui frappent toutes les couches sociales. La répression s'est centrée en particulier sur le mouvement syndical.

De même, nous pouvons voir ce qui s'est passé et ce qui se passe au Chili, au Paraguay, à Haïti, au Guatemala, au Salvador et dans d'autres pays du continent ainsi que dans d'autres parties du monde où les libertés syndicales sont totalement ou partiellement violées.

Cette situation nous oblige à chercher des formes d'action plus efficaces pour faire respecter les droits et les libertés syndicales, notamment dans les pays en développement où se produisent les violations les plus grandes. C'est un problème d'une importance énorme, car seule sa solution permettra aux travailleurs d'obtenir de meilleurs conditions, de jouer un rôle dynamique dans les changements indispensables aux peuples. Seule

conférence syndicale internationale sur le développement

intervention du représentant de la c.n.t.

la présence de la classe ouvrière organisée aux côtés des autres forces démocratiques peuvent créer les conditions nécessaires au niveau de chaque pays pour favoriser le développement.

C'est pour cela que nous pensons que la lettre aussi bien que l'esprit de la décision finale de la présente conférence devrait poser fermement la nécessité d'élever toujours plus le combat et les actions solidaires de la classe travailleuse mondiale en solidarité avec les travailleurs dont on méconnaît les droits.

D'autre part, dans le monde d'aujourd'hui il existe diverses conceptions du développement. Elles ont pris des formes variées qui vont de la nécessité de résoudre les problèmes qui subsistent dans les sociétés socialistes en passant par le mot d'ordre d'un nouvel ordre économique international jusqu'aux modèles de «la sécurité pour le développement» sous lequel les dictatures fascistes comme celle d'Uruguay prétendent cacher une politique de suppression des libertés, de mise hors la loi des syndicats, d'intimidation des partis politiques, comme forme unique de faire passer leur projet consistant à accroître l'exploitation des travailleurs, à intensifier le rythme d'accumulation capitaliste et permettre de nouvelles méthodes qui feront augmenter leurs profits.

La présente assemblée devrait donner un contenu concret aux problèmes du développement afin de faire converger les différentes expériences, les efforts les plus variés du mouvement ouvrier dans une proposition qui conjugue deux facteurs essentiels de notre époque: la paix et le développement économique; le niveau matériel de vie de la classe travailleuse et l'indépendance.

Le mouvement ouvrier latino-américain, notamment les travailleurs uruguayens ont toujours eu ces thèmes présents à l'esprit pour formuler leurs propositions de solutions économiques de la crise de nos économies qui ont toutes un dénominateur commun: il n'existe aucun type de modèle économique, aucune formule de développement servant réellement les intérêts nationaux qui n'ait comme point de définition une rupture des liens de dépendance avec l'impérialisme.

L'histoire de l'Amérique Latine est l'histoire de la dépendance; l'histoire des modèles économiques dont nos pays ont été le laboratoire est la quête continue pour adapter les économies nationales aux intérêts et aux situations nouvelles que l'économie impérialiste affrontait.

Tous les instruments politiques, les programmes de développement comme l'Alliance pour le progrès, les organismes monétaires comme le FMI avaient un grand objectif: appuyer les groupes exportateurs, faciliter l'entrée de capitaux et de produits provenant des pays impérialistes et la baisse des conditions de vie des classes travailleuses. Voilà le triangle sociopolitique que l'impérialisme a soutenu en Amérique Latine. Aucun des maux de l'économie latino-américaine diagnostiqués aujourd'hui, détérioration des relations des termes d'échange, économies déficitaires, processus inflationnaires, et même les problèmes particuliers engendrés par la propagation inégale du progrès technique ne trouvent une solution réelle dans le cadre des structures économiques actuelles qui ayant engendré et nourri un capitalisme déformé asphyxiant le développement des forces productives. Même lorsqu'on discute du nouvel ordre économique mondial, celui qui ne tient pas compte de ces réalités qui rendent les économies sous-développées et les font dépendre de l'impérialisme n'apportera pas de solution véritable au problème.

Cette relation concertée entre le modèle économique et le modèle politique, entre la dépendance économique et la dépendance politique, entre les formes de pouvoir et les intérêts

économiques de l'impérialisme est vue avec une netteté dramatique dans les dictatures du Cône Sud de l'Amérique Latine. Le coup d'Etat de juin 1973 en Uruguay est un exemple éclatant de ce que nous venons de souligner. Il a été le résultat d'un ensemble de facteurs internes et externes, d'intérêts politiques et économiques conjugués. D'une part, la contre-offensive de l'impérialisme qui prétendait changer la corrélation politique qui s'était formée en Amérique Latine et, d'autre part, la réaction des groupes financiers liés aux transnationales, aux secteurs du capital spéculatif et des intermédiaires liés à la grande propriété foncière. Pour appliquer leur modèle, ces secteurs ont besoin de restructurer à fond l'appareil de l'Etat. Dans la solution la plus réactionnaire, étant donné le niveau des contradictions économiques, il n'était pas possible de procéder à un simple réajustement, il fallait un changement qualitatif qui permettrait au grand monopole d'exercer la domination sur l'économie, d'accélérer la concentration du capital et de s'assurer des bénéfices exorbitants. C'est ainsi que naît le coup d'Etat qui petit à petit débouche sur une dictature ouverte et terroriste du capital financier. Ce qui auparavant avait assuré d'autres formes de l'Etat capitaliste, devait être garanti par un Etat fasciste. Sur le plan idéologique, le modèle économique se couvrait de nouveaux habits théoriques: en général néo-classes modernes, «de l'heure» dans l'explication de certains phénomènes particuliers, «d'ouverture» dans la conception du commerce extérieur et libéral en ce qui concerne le rôle de l'Etat dans l'économie nationale. Les résultats de ce modèle sont l'accoutumance de la crise des structures au niveau économique général, la détérioration ralentissante du niveau de vie des classes populaires dans le domaine social, une répression féroce des ouvriers et du peuple au niveau politique.

Pour tout ce qui vient d'être dit, nous sommes convaincus que des conférences comme la présente doivent contribuer résolument à démasquer les plans de développement préparés par le fascisme, en arracher le voile d'autojustification, pseudo-scientifique pour montrer au monde entier sa véritable essence antipopulaire, pro-impérialiste et d'ennemi déclaré de la classe ouvrière et des intérêts nationaux. Si l'objectif que nous proposons est atteint, il constituera un apport de première importance à notre cause.

Pour terminer, je voudrais exprimer au nom de tous les travailleurs uruguayens et de la C.N.T. le sentiment de reconnaissance à tous les syndicats ici présents pour la solidarité internationale qu'ils ont manifestée à notre lutte contribuant ainsi à la soutenir. Le fascisme dans le Cône Sud de l'Amérique Latine représente une grave menace pour les questions que nous réunissent ici. Tout ce qui aide à le renverser définitivement se convertit, en fait, en une contribution de première importance pour la maintien de la paix et le développement économique.

Cette conférence doit marquer le début d'une période de plus grande collaboration entre les forces syndicales mondiales, c'est un impératif, l'intérêt général des travailleurs du monde entier l'exige. De notre côté, nous voulons assurer que nous sommes prêts à poursuivre cet objectif, question fondamentale pour surmonter les problèmes qu'affronte la classe ouvrière mondiale pour une vie digne, sans que le fantôme de la crise, sans la menace de guerre et de dictatures fascistes.

Je vous remercie de votre attention.

e solidarité se sont déroulé

Du COSTA RICA, la Fédération Nationale des Travailleurs Publics et la Confédération Générale des Travailleurs, CGT, ont envoyé des télégrammes aux syndicalistes emprisonnés en Uruguay leur manifestant leur solidarité, leur adressant leurs saluts et aux autorités de la dictature pour exiger la libération de tous les prisonniers syndicaux.

En SUEDE, à Stockholm, un demi-millier de personnes, des compatriotes Uruguayennes, pour la plupart, ont défilé devant l'Ambassade d'Uruguay emportant des pancartes demandant la mise en liberté de tous les prisonniers politiques et syndicaux, l'amnistie, et contre le «Cronograma». La C.N.T., le Front Elargi, le Comité y Forening Uruguay y ont pris part.

En BELGIQUE, à Bruxelles, une délégation de personnalités Belges ainsi que des représentants d'organisations syndicales et de solidarité ont remis à l'ambassade 8.700 signatures de personnalités de tous les domaines de la vie nationale et du peuple Belge, réclamant l'amnistie pour l'Uruguay.

A CUBA s'est tenue une semaine de solidarité avec la lutte de notre peuple, du 19 au 27 juin, au cours de laquelle diverses activités ont été organisées par la Centrale des Travailleurs de Cuba, CTC, les organisations d'étudiants, de femmes, l'Union Nationale des écrivains et artistes. Des actes, des expositions et des activités diverses se sont déroulés au cours de ces journées comme expression de solidarité avec l'Uruguay. Ces activités ont eu une ample répercussion dans la presse écrite, parlée et télévisée.

A PRAGUE, La Fédération syndicale mondiale, FSM, a publié une déclaration de solidarité avec les travailleurs Uruguayens et notre Centrale, appelant les travailleurs à intensifier la solidarité avec notre lutte.

A MOSCOU, le conseil central des syndicats Soviétiques a publié une déclaration à l'occasion du 27 juin. Il y exprime la solidarité avec les travailleurs Uruguayens et manifeste sa conviction que la cause des démocrates d'Uruguay triomphera.

En REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE ALLEMANDE, sur l'invitation du Syndicat de la Métallurgie, le secrétaire coordinateur de la C.N.T. à l'étranger, le camarade Felix Diaz, a pris part à diverses activités de solidarité avec les travailleurs de notre pays. Le 25 juin, Felix Diaz a donné une conférence de presse au siège des métaux de Berlin. Le 27 du même mois, à Leipzig, un meeting de solidarité avec l'Uruguay a eu lieu dans une entreprise de construction d'équipement électrique. Felix Diaz et le vice-président du syndicat de la métallurgie de la RDA y ont pris la parole. Une résolution a été adoptée au cours de ces meetings demandant la liberté pour les prisonniers syndicaux et politiques en Uruguay, notamment les métallurgistes G. Cuestas et R. Pietraroia.



Des personnalités belges, Jean Becker, Pierre Galand et Jean Brück, représentants du CEAL, d'OXFAM et la C.S.C., s'entrelient avec des exilés Uruguayens devant l'entrée de l'ambassade d'Uruguay à Bruxelles.

En ITALIE, des affiches ont été placardées sur les murs de Rome, Milan et Turin en relation avec la situation en Uruguay. On y demande l'Amnistie générale, la cessation des tortures, ainsi que des répressions déclenchées ces jours-là. Au cours d'une manifestation à Turin, le représentant de la C.N.T. en Italie et membre du Comité de coordination extérieur, E. Goggi, a pris la parole. La télévision et divers quotidiens ont dénoncé le «Cronograma» des militaires au moyen duquel les militaires prétendent institutionnaliser la dictature.

A LIMA, PEROU, s'est tenue une

journée de solidarité avec le peuple Uruguayen. Pendant trois jours on a débattu la situation actuelle des droits et des libertés démocratiques dans notre pays. Diverses personnalités y ont pris part, dont le juriste et ex-ambassadeur du Pérou à Montevideo, Alfonso Benavidez Correa qui dans son allocution a brossé un tableau de la situation actuelle du pays sous le régime en place.

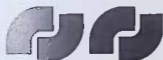
Au MEXIQUE, le CT, Congrès du Travail, a manifesté par l'intermédiaire de son président, Angel Olivo Solis, et de Ramiro Ruiz Madero, coordinateur, son appui à la lutte des travailleurs et du peuple d'Uruguay. Ces manifestations ont été réalisées à l'occasion du septième anniversaire du déclenchement de la grève générale de la classe

ouvrière uruguayenne, sous la conduite de la Convention Nationale des Travailleurs, C.N.T., contre le coup d'Etat par lequel les militaires ont balayé les traditions démocratiques de ce pays, implanté «la dictature fasciste la plus violente et la plus sanguinaire d'Amérique Latine». Elles ont en outre condamné le «Cronograma», dénoncé la répression qui se poursuit, les persécutions et la torture. Ils ont déclaré ensuite qu'à quelques jours du 216^{ème} anniversaire de la naissance de Jose Artigas, éminent fils du peuple, «le Congrès du Travail salue les mots d'ordre lancés par la C.N.T. uruguayenne».

Dirigeants syndicaux Uruguayens disparus en Argentine et en Uruguay

**OU SONT ?
ILS**

- León Duarte
- Oscar Tassino
- Hugo Méndez
- Edgar Candia
- Gerardo Gatti
- Atalivar Castillo
- Ricardo Blanco



OU SONT ILS ?

Tous les patriotes disparus au Paraguay en Argentine et en Uruguay.

Ils sont plus d'une centaine de disparus, hommes, femmes et enfants qui sont les nôtres, qui font partie de la classe ouvrière et du peuple Uruguayen, **NOUS NE LES OUBLIONS PAS.**

La C.N.T., fidèle représentant et interprète des sentiments et aspirations des travailleurs et de tout notre peuple, **PROCLAME**, pour le 31 octobre une **JOURNEE MONDIALE** pour exiger que la dictature fasciste Uruguayenne présente en public les camarades disparus. La dictature les a appréhendés et fait disparaître. La dictature est responsable de la vie de ces camarades, elle doit les présenter.



NOUS APPELONS toutes les organisations syndicales du monde à accorder leur appui à cette **JOURNEE**. **NOUS APPELONS** toutes les organisations et personnalités démocratiques à accorder leur soutien, exprimer leur protestation et élever la voix en faveur des disparus; **NOUS APPELONS** les Commissions de Travail de la C.N.T. dans les différents pays, tous les syndicalistes, tous les compatriotes à faire un nouvel effort pour transformer cette journée en une puissante action de revendication mondiale en faveur de la présentation publique de nos camarades disparus.

**L'ORGANISME DE COORDINATION DES ACTIVITES DE LA
CONVENTION NATIONALE DES TRAVAILLEURS (C.N.T.) A L'ETRANGER.**

france



vénézuela



italie



espagne